

JEUDI 19 FEVRIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Bienvenue dans la troisième guerre mondiale p.2
- = Aux Etats-Unis, le secteur de la fracturation hydraulique est en pleine débâcle p.4
- = L'aplatissement de la courbe des taux, une menace pour les banques et les assureurs p.6
- = Un problème plus gros que l'Italie, l'Espagne, la Grèce et la France... combinées p.7
- = La monnaie, la dette... et le triste sort des banques centrales p.9
- = Nouvelle étape de crise ? p.11
- = Quel plan B pour la Grèce ? (Nouriel Roubini) p.12
- = Où l'aveuglement confine à la sottise ! p.14
- = DERNIER VIRAGE p.15
- = QUAND ON VEUT, ON PEUT ! p.16
- = LES MARCHANDS DE COMPROMIS p.16
- = Le ministère des Finances grec: les caisses de l'Etat seront vides mardi prochain p.17
- = « Et si la France sortait de l'euro... par France 5 ! » p.18
- = UE : un accord avec la Grèce n'est pas pour demain p.22
- = Chute record des prix à la production aux É.-U. p.23
- = L'euthanasie du rentier et du retraité se poursuit... p.25
- = Existe-t-il un pays qui sache ce que fait sa banque centrale ? (Chris Powell) p.28
- = La morale de l'histoire grecque (Joseph Stiglitz) p.30
- = Grèce : Berlin dit « non » à la demande d'Athènes p.32
- = **Pétrole: chute de 4% à New York, les réserves à un record aux États-Unis** p.35
- = Obama, le président-zombie p.36



VIDÉOS du JOUR



Olivier Delamarche : https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=F8XaASS2gJY

Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-economie-la-dette-tue-la-croissance-12-1602-446599.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-croissance-europacnne-faut-il-crier-a-la-reprisea-22-1602-446609.html>



Philippe Béchade : 1 - <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/chroniques/philippe-bechade/>
2 - <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-bernard-aybran-12-comment-interpreter-l-evolution-du-dossier-grec-1102-442893.html>

3 - <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-bernard-aybran-22-fed-doit-on-s-attendre-a-une-hausse-des-taux-en-automne-1102-442929.html>



Jacques Sapir : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/replay/jacques-sapir/>



[Bienvenue dans la troisième guerre mondiale](#)



[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 19 février 2015

Au cas où vous n'auriez pas saisi le message à retenir de la récente vidéo de l'EIIL qui montre l'exécution sommaire de vingt-et-un Egyptiens coptes chrétiens, le voici : « Nous sommes des bourreaux, pas des guerriers ». Le sang déversé sur la plage libyenne marque le tapis rouge de bienvenue à l'exécution de masse de l'Occident euro-américain. La dignité de funérailles n'est même pas au programme.

Ce que nous avons aujourd'hui est un djihad apocalyptique qui se propage dans toute la région, depuis la Palestine jusqu'au Maroc, et une Europe qui se contente d'ignorer que ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée est un face à face historique qui transformera le monde. Il apparaît au moment le plus opportun, alors qu'entrent en déclin la richesse pétrolière du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. C'est cette richesse pétrolière qui a généré une forte croissance démographique dans une région désolée de la planète au

cours du siècle dernier. Aujourd'hui, nous avons là-bas une sur-disponibilité d'hommes qui n'ont rien d'autre à faire que de vivre le psychodrame exaspéré qu'est l'absence de futur. Et lorsque les perspectives d'un avenir décent disparaissent complètement, est-il étonnant que certains puissent se préoccuper l'esprit de visions de festins et de vierges les attendant dans l'au-delà ?

Ce à quoi nous assistons est, en partie, une bataille interne pour le contrôle de ce qu'il reste du trésor. Cette bataille a déjà eu l'étrange conséquence de la paralysie de la capacité de production pétrolière de l'Irak et de la Libye, qui possèdent encore d'importants gisements de pétrole, mais n'ont plus la stabilité politique nécessaire à l'organisation de programmes d'exploitation et de transport. Mieux encore, les infrastructures de ces pays ont été grandement endommagées, en raison principalement de sabotages délibérés, mais aussi de bombardements, de négligence et d'ajournement d'opérations de maintenance. Les raffineries du pétrole et terminaux de transports sont des machines délicates qui requièrent des soins constants.

Il est évident aujourd'hui que l'EIIL cherche à contrôler autant de richesse pétrolière que possible – bien que je doute que le groupe dispose des compétences nécessaires à son exploitation, même s'il semble contrôler le terrain. L'Occident euro-américain peut encore décider d'ajouter à la destruction à l'aide de bombes et de missiles, mais il détruirait également ses réserves futures de pétrole, et donc ses propres économies industrielles modernes.

Le gros lot est bien entendu la forteresse d'Arabie saoudite. Le royaume est encerclé de maniaques islamistes, le Yémen au sud, l'Iran chiite de l'autre côté du Golfe persique, l'Irak et la Syrie au nord, et les compostes humains que sont l'Egypte et la Libye de l'autre côté de la Mer Rouge. Et n'oublions pas Israël, avec tous ses ennemis et tous ses problèmes. L'Arabie a un nouveau roi, âgé de 79 ans, et supposé souffrir de retard mental. Les revenus pétroliers du pays sont à la baisse, et sa population continue de gonfler. Trop de jeunes hommes n'ont rien de mieux à faire que mariner dans les fantaisies wahhabites. Si l'Arabie Saoudite se désintégrait, la partie serait terminée pour la vie moderne que connaît l'Occident (et une grande partie de l'Asie).

Entretemps, les Etats-Unis sont parvenus à s'embarquer dans un conflit imbécile et complètement inutile en Ukraine, un pays qui pour les Etats-Unis

n'a aucune importance stratégique. C'est en agissant ainsi qu'ils sont parvenus à aliéner la seule nation qui aurait pu avoir la volonté de s'opposer au djihad, la Russie, dont la frontière sud la sépare de l'immensité islamique d'Asie centrale.

L'Europe se préoccupe quant à elle de questions monétaires. La Grèce est en crise. La fameuse Troïka – BCE, bureaucrates de l'Union européenne et FMI – demande à la Grèce de continuer de prétendre rembourser sa dette. C'est jusqu'à présent ce qu'on a voulu dire par « austérité ». Mais l'Europe est un champ de mines de la dette au travers duquel il ne fait pas bon s'aventurer. D'autres pays d'Europe n'attendent plus que d'exploser, il n'est pas certain que l'Europe se soit même intéressée au tapis rouge de sang déroulé en Libye le weekend dernier. La vraie signification d'austérité deviendra claire une fois que l'Europe se retrouvera forcée de faire face à une troisième guerre mondiale juste au moment où son système bancaire implosera.

[Aux Etats-Unis, le secteur de la fracturation hydraulique est en pleine débâcle](#)

par Audrey Duperron · 17 févr. 2015 [Express.be](#)



« Le mot « boom » vient toujours avec son misérable jumeau que personne ne veut voir, « bust » (‘fichu’), Ils viennent invariablement en cycles, l'un après l'autre. On ne peut pas avoir l'un sans l'autre. C'est une question de temps. [Et dans le monde du fracking, ce n'est pas différent](#)», écrit [Wolf Richter sur son blog Wolf Street](#).

Selon Richter aux Etats-Unis, l'avenir du secteur de la fracturation hydraulique est menacé.

Il rappelle que le boom de l'extraction du pétrole par facturation hydraulique

a débuté en 2005, et que ce secteur s'était contracté de 60% pendant la crise financière en raison du manque de capitaux. Mais comme la Réserve fédérale américaine s'est lancée dans un programme de quantitative easing qui l'a conduite à inonder les marchés d'argent frais, ce secteur a connu un nouvel essor.

En mai 2009, au plus fort de la crise financière, on ne comptait que 180 sites de forage actifs, mais l'année dernière, à la mi-octobre leur nombre était passé à 1609. La production de pétrole a fortement augmenté en conséquence, et elle atteignait 9,2 millions de barils par jour en janvier.

La révolution de la fracturation hydraulique américaine a donc reposé sur l'exubérance d'investisseurs qui n'ont pas hésité à placer leur argent sur des produits à risque, et des particuliers qui ignoraient qu'ils investissaient dans ce secteur au travers de leurs fonds de pension gérés par des sociétés de gestion qui ont elles aussi investi dans ce boom.

Pendant une période de 5 ans, la production a fortement augmenté, mais elle a fini par dépasser la demande poussive. L'éclatement de cette bulle s'est produit en octobre 2014, après une chute des cours qui avait débuté 3 mois plus tôt. Depuis, chaque semaine, des dizaines de plates-formes de forage cessent leurs activités, et l'on est passé de 1.609 installations actives à seulement 1.056.

Si l'on assiste de nouveau à une contraction de 60% comme lors de la crise financière, il pourrait ne plus subsister que 642 plateformes, spécule Richter.

La crise s'est caractérisée par un choc sévère, mais de courte durée, suivie d'une relance rapide. Mais par le passé, il a souvent fallu beaucoup de temps pour résoudre les crises du secteur pétrolier. En outre, la production atteint toujours des niveaux record.

Si les cours ne se rétablissent pas rapidement, les producteurs et leurs fournisseurs risquent de connaître une longue période de grandes difficultés. La menace se fait déjà particulièrement sentir à Houston, au centre de l'industrie pétrolière américaine, où de nombreux projets ont déjà été suspendus.

L'aplatissement de la courbe des taux, une menace pour les banques et les assureurs

Philippe Herlin www.goldbroker.com/ Publié le 19 février 2015

La Banque Centrale Européenne (BCE) a amené son taux directeur à zéro depuis longtemps, mais le QE (Quantitative Easing) qu'elle a décidé de mettre en place (60 milliards d'euros par mois jusqu'en septembre 2016) va contribuer à aplatir encore plus l'ensemble de la courbe des taux. Les taux à moyen et long terme vont, eux aussi, tendre vers zéro. Or le taux d'intérêt constitue une information cruciale : le coût de l'argent mesure le risque, l'avenir étant incertain, il est normal qu'emprunter à 10 ans soit plus coûteux qu'à 5 ans, et plus qu'à 2 ans. Désormais ce sera quasiment pareil.

Cet aplatissement de la courbe des taux pose un problème, on peut le dire, existentiel au secteur financier. Les banques ont pour fonction de collecter l'épargne et de prêter aux entreprises et aux particuliers, elles récupèrent de l'argent à court ou moyen terme (les épargnants peuvent récupérer leur argent quand ils le souhaitent) et le prêtent à moyen ou long terme (crédit immobilier et aux entreprises). Elles se rémunèrent en prêtant à un taux plus élevé qu'elles ne rémunèrent l'épargne, c'est leur fonction d'intermédiation. Avec une courbe des taux plate, il devient compliqué de rémunérer l'épargne ainsi que de prêter aux entreprises à des taux significatifs (d'autant que les grandes entreprises peuvent emprunter directement sur les marchés, en émettant leurs propres obligations).

Pour les sociétés d'assurance, à travers leurs produits d'assurance-vie, elles collectent l'épargne puis l'investissent dans des obligations souveraines pour une grande partie, et rémunèrent les particuliers avec les intérêts servis (moins leur commission). Avec l'aplatissement de la courbe des taux, les rendements offerts aux particuliers vont chuter (pour l'instant ils restent positifs grâce à leur stocks d'obligations, acquis à une époque où les taux étaient plus élevés, mais ça ne va pas durer).

La notion même d'intermédiaire financier, telle qu'on la conçoit depuis des décennies, est remise en cause par cet aplatissement de la courbe des taux. Pour l'instant les banques maintiennent leur rentabilité, notamment grâce à leurs activités spéculatives sur les marchés, et les assureurs maintiennent la leur grâce au stock d'obligations plus anciennes offrant des taux d'intérêts suffisants. Mais cela ne durera pas, les marchés (actions, surtout) sont orientés à la hausse, mais les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, et les assureurs sont obligés de renouveler leur stock d'obligations... Le Japon, qui connaît depuis puis longtemps que l'Europe cet environnement de taux zéro,

a du faire face à plusieurs faillites de sociétés d'assurance-vie ; voici une menace à prendre en compte désormais.

L'intermédiation qu'assurent les banques et les assureurs perd une grande partie de son sens lorsque la courbe des taux s'aplatit, en espérant relancer le crédit par de l'argent facile, la BCE entame en profondeur la rentabilité du système financier. Le seul qui profite à plein de cette situation c'est l'Etat bien sûr, qui emprunte à des taux ridicules et finance ainsi son déficit budgétaire quasiment sans effort. Et si la relance du crédit n'était qu'un prétexte affiché par la BCE, l'objectif véritable étant d'éviter un éclatement de l'euro à cause des dettes publiques démesurées des pays européens ?

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que "GoldBroker.fr tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

[Un problème plus gros que l'Italie, l'Espagne, la Grèce et la France... combinées](#)



[Phoenix Capital](#)
[Gains, Pains and Capital](#)

Publié le 19 février 2015

Le monde financier se concentre bien trop sur les actions.

Aujourd'hui, le marché grimpe... pour aucune raison apparente. Rien de substantiel n'est ressorti des discussions de l'Union européenne avec la Grèce. Et le monde a des soucis bien plus importants sur lesquels plancher.

Le carry trade du dollar représente à lui seul plus de 9 trillions de dollars (neuf mille milliards de dollars).

Cela signifie que plus de 9 trillions de dollars ont été empruntés (en dollars) pour être injectés sur divers classes d'actifs et projets d'investissements de par le monde.

Le PIB de la Grèce est de 241 milliards de dollars. Même en y ajoutant les économies espagnole, italienne et française, le carry trade du dollar est bien plus important.

Si le carry trade du dollar était un pays, il serait plus important que la Grèce, l'Espagne, l'Italie et la France combinées.

Lorsque vous empruntez des dollars, vous ouvrez une position à découvert sur le dollar. Et quand le dollar grimpe, vous devez couvrir cette position si vous ne voulez pas que votre dette explose.

Et le dollar grimpe... très vite.



Voilà qui a suffi à étouffer toute une industrie (celle du pétrole de schiste). Et ce n'était que le début. Tous ceux qui ont emprunté des dollars pour financer un projet ou investissement et n'a pas couvert le risque lié à la devise est aujourd'hui en difficulté.

Ce n'est que le début du marché haussier du dollar. Il s'est échappé d'une formation en biseau descendante qui remonte aux années 1980.



Personne ne sera à l'abri. Marchandises, marchés émergents, tous risquent de voir s'effondrer les prix de leurs actifs. Il s'agit d'une manipulation financière plus importante encore que les économies de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce et de la France combinées.

Comme en 2008.

La monnaie, la dette... et le triste sort des banques centrales

19 fév 2015 | [Simone Wapler](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Au commencement était la dette : c'est une thèse développée avec talent par l'anthropologue américain David Graeber dans un livre intitulé *Dette, 5 000 ans d'histoire*.

David Graeber explique que dans les communautés primitives, le troc a vite été dépassé. On comprend facilement que M. Cromagnon ait eu du mal à échanger son bison, même dépecé, contre de menus objets utiles de provenance diverse. Celui qui taillait les silex était peut-être végétarien et celui qui récoltait le sel indispensable à la conservation était trop loin. David Graeber est un anthropologue et ethnologue sérieux, et ses observations ne portent pas sur la période antérieure à Sumer. Mais c'est la substance de son message : le troc ne suffit pas à des échanges raffinés.

La dette a préexisté à la monnaie, nous apprend donc Graeber. Les registres de dettes étaient tenus par des autorités religieuses ou politiques. Le chef, le prêtre ou le sorcier savait qui devait à qui. Les échanges par enregistrement de dettes étaient forcément limités en distance et il fallait qu'acheteur et vendeur reconnaissent l'autorité qui tenait le registre.

La monnaie-dette présente un vice : elle est facilement manipulable. Le cachet d'une autorité — qu'elle soit religieuse ou politique — vaut ce qu'il vaut

La monnaie fut une amélioration dans la vie des gens car elle simplifie et favorise les échanges. Mais la monnaie-dette présente un vice : elle est facilement manipulable. Le cachet d'une autorité — qu'elle soit

religieuse ou politique — vaut ce qu'il vaut ; en réalité, si l'autorité est corrompue, le cachet ne vaut pas grand-chose. Si le détenteur de monnaie dette se déplace, il peut arriver dans un endroit où le cachet de l'autorité n'est plus connu ou accepté car un autre monopole est en vigueur.

La monnaie-marchandise, sous forme métallique, permet de s'affranchir de ces contraintes. Par conséquent, les autorités détestent la monnaie métallique et toutes les formes de monnaie-marchandise. Ce genre de monnaie n'a pas besoin de prêtre, chef, roi ou banquier central et armée de régulateurs.

"Historiquement, les gens ont compris l'intérêt d'une monnaie à valeur intrinsèque quand ils y ont été contraints, quand les monnaies alternatives ont été rendues impropres par la dévalorisation persistante".

Dylan Grice, *Edelweiss Journal*, 31 juillet 2013

Depuis le décrochage du dollar de l'or, nous vivons dans un système de monnaie dette généralisé et la création monétaire (ou création de dettes) a été déléguée aux banques. La croissance de la masse monétaire (et donc des dettes) a été confondue avec la croissance économique. L'industrie bancaire se nourrit d'intérêt sur de l'argent qui n'existe pas et qu'elle crée avec la bénédiction des autorités qui leur ont conféré leur privilège.

▪ **On n'avait encore jamais vu ça...**

Quarante ans plus tard, nous voilà dans une situation inédite : ce système produit maintenant plus de dettes que de richesses.

Pour fixer les idées, la dette mondiale s'est accrue de 57 000 milliards de dollars depuis la fin de 2007 tandis que le PIB mondial ne s'est accru que de 25 500 milliards. Les dettes augmentent deux fois plus vite que le PIB qui mesure la somme des dépenses. Deux dollars de dette financent un dollar de dépense.

	Fin 2017	Fin 2014	Evolution
PIB (source Banque Mondiale) en milliards de dollars	77 066	102 573	+ 25 507
Dette (source McKinsey) en milliards de dollars	142 000	199 000	+ 57 000

Les dettes augmentent plus vite que les dépenses. [C'est une autre formulation que celle que faisait récemment Bill Bonner de cet étrange phénomène.](#) Mon observation comprend les dettes publiques et privées. "Aujourd'hui, les autorités n'ont plus rien à craindre. Elles n'ont plus besoin du marché obligataire. Elles peuvent emprunter tout ce dont elles ont besoin à la banque centrale", écrivait Bill Bonner.

En théorie, la dette peut monter à l'infini puisque personne ne paie d'intérêt. Mais nous autres bipèdes, nous ne sommes pas taillés pour l'infini

Avec des taux à zéro, en théorie, la dette peut monter à l'infini puisque personne ne paie d'intérêt. Mais nous autres bipèdes, nous ne sommes pas taillés pour l'infini. En pratique ce système aura une fin (mais ne me demandez pas quand, s'il vous plaît). Cette fin viendra des fonds de retraite et des assureurs qui doivent verser des rentes. Avec des rendements nuls, c'est difficile. Il va donc falloir qu'ils prennent leurs plus-values, qu'ils tapent dans leurs réserves. Lorsqu'ils n'auront plus rien à vendre, ils seront en faillite car un assureur, contrairement à une banque doit avoir 100 de capital pour 100 d'engagements.

Alors, le système sera mort, une foule rageuse pendra les grands prêteurs, décapitera les teneurs de registre de dettes et les banquiers centraux, égorgera les régulateurs (virtuellement, bien sûr, c'est une allégorie). La foule voudra revenir à une monnaie-marchandise telle que la préconisait Aristote et tout rentrera dans l'ordre pour quelques générations.

Nouvelle étape de crise ?

Patrick Reymond 19 février 2015

En France ? Les livraisons de carburants, gazole et sans plomb, ont été... plombées ce début d'année, et pas qu'un peu : - 3 % pour le sans plomb, et - 2.9 pour le gazole.

Pour ce qui est du marché automobile en janvier, il est en légère progression. C'est à dire qu'il est légèrement mieux que ces deux dernières années, mais très légèrement seulement, et seulement porté par les véhicules particuliers, les VUL eux, se cassant la gueule (putain d'artisans et professionnels !), et les véhicules industrielles ne valant guère mieux.

Mais le "mieux" observé dans les ventes ne doit pas faire oublier que ce mieux est obtenu sur de petits véhicules et le segment "économique et inférieur" qui représente la part du lion.

Il existe une nette différence entre vendre un véhicule à 8 000 euros, et un à 16 000...

D'ailleurs, dans l'industrie du pétrole, licenciements effectifs et projetés sont légions. La baisse des prix annoncée est vue comme salutaire, mais sans doute n'est ce qu'un leurre. (Merci à l'internaute qui m'a signalé les articles).

Le cercle n'est plus vertueux, il est non seulement vicieux, il est vicié.

Quel plan B pour la Grèce ?

Nouriel Roubini / président de Roubini Global Economics | Le 19/02

Que se passera-t-il si la Grèce ne parvient pas à un accord avec la zone euro ? Certains estiment aujourd'hui qu'un « Grexit » n'aurait plus les mêmes funestes conséquences qu'autrefois. Cela reste à vérifier.

de Nouriel Roubini

Bien que la victoire du parti Syriza ait fait plonger les actions et obligations grecques, et malgré les négociations en panne entre Athènes et Bruxelles, il y a peu de signes de contagion à d'autres pays en difficulté de la périphérie de la zone euro. Les obligations espagnoles à dix ans, par exemple, se négocient toujours à des taux d'intérêt inférieurs aux bons du Trésor américain. La question est de savoir combien de temps ce calme relatif sera de mise.

Il est communément admis que le nouveau gouvernement de la Grèce n'aura finalement guère d'autre choix que de s'en tenir au programme de réformes structurelles entamé par son prédécesseur. Néanmoins, les dimensions politiques, sociales et économiques de la victoire de Syriza sont trop importantes pour être ignorées. En effet, il est impossible d'exclure complètement une sortie grecque de l'euro pure et dure (« Grexit »), et encore moins des contrôles de capitaux, qui diminueraient dans les faits la valeur de l'euro à l'intérieur des frontières grecques.

Certains responsables politiques de la zone euro semblent être convaincus qu'une sortie de la Grèce de l'euro ne représente plus une menace pour les autres pays de la périphérie. Ils pourraient avoir raison. Certes, il y a eu des avancées politiques et institutionnelles importantes depuis le début de 2010, lorsque la crise grecque a commencé. La nouvelle Union bancaire, même imparfaite, ainsi que la promesse de la Banque centrale européenne de faire « *tout ce qu'il faut* » pour sauver l'euro sont essentielles au maintien de l'Union monétaire. Une autre innovation cruciale a été le développement du Mécanisme européen de stabilité, qui, comme le Fonds monétaire international, a la capacité d'exécuter de vastes plans de sauvetage financiers, sous réserve de la conditionnalité.

Et pourtant, même avec ces nouveaux filets de sécurité institutionnels, les risques financiers mondiaux liés à l'instabilité de la Grèce restent considérables. Il n'est pas difficile d'imaginer les nouveaux dirigeants de la Grèce sous-estimer l'intransigeance de l'Allemagne concernant l'allègement de la dette ou la renégociation des paquets de réformes structurelles. Et il n'est pas difficile d'imaginer les eurocrates mal interpréter les dynamiques politiques en Grèce.

Peu importe le scénario, la plus grande part du fardeau de l'ajustement incombera à la Grèce. Tout pays prodigue qui se force soudainement à vivre selon ses moyens doit procéder à un énorme ajustement. Même si la dette de la Grèce avait été complètement annulée, passer d'un déficit primaire de 10 % du PIB à un budget équilibré impose des économies massives - et, inévitablement, une récession. Les Allemands ont raison quand ils affirment que les plaintes concernant l'« austérité » devraient être adressées aux gouvernements précédents de la Grèce. Les excès de ces gouvernements ont poussé la consommation grecque largement au-dessus de tout niveau durable ; retomber sur terre était inévitable.

Néanmoins, l'Europe doit être beaucoup plus généreuse en diminuant de façon permanente la dette et, de manière encore plus urgente, en réduisant les flux de remboursement à court terme. La première condition est nécessaire pour réduire l'incertitude à long terme ; la seconde est essentielle pour faciliter la croissance à court terme.

Avouons-le : le pétrin actuel de la Grèce n'est pas entièrement de sa faute. D'abord et avant tout, la décision des pays de la zone euro d'admettre la Grèce en 2002 était terriblement irresponsable, et le plaidoyer français mérite une grande partie du blâme.

Deuxièmement, une grande partie du financement des dettes de la Grèce provenait de banques allemandes et françaises, qui ont fait d'énormes profits en servant d'intermédiaire pour des prêts en provenance de leurs propres pays et de l'Asie. Ils ont déversé cet argent dans un Etat fragile, dont la crédibilité budgétaire reposait en fin de compte sur la possibilité d'être renfloué par d'autres membres de la zone euro.

Troisièmement, les partenaires de la zone euro de la Grèce ont brandi une grave menace, qui est généralement absente dans les négociations de dette souveraine. Si la Grèce n'accepte pas les conditions qui lui sont imposées

pour maintenir son adhésion à la monnaie unique, elle risque d'être, purement et simplement, jetée hors de l'Union européenne.

Même après deux plans de sauvetage, il est irréaliste d'attendre des contribuables grecs qu'ils commencent à faire d'importants remboursements de sitôt - pas avec un chômage à 25 % (et supérieur à 50 % pour les jeunes). L'Allemagne et d'autres pays européens du Nord hostiles ont raison d'insister pour que la Grèce respecte ses engagements en matière de réformes structurelles, de sorte que la convergence économique avec le reste de la zone euro puisse se produire un jour. Mais ils doivent faire des concessions encore plus profondes sur les remboursements de la dette, dont le poids crée encore une considérable incertitude politique pour les investisseurs. La zone euro doit continuer à plier, si elle ne veut pas rompre.

Nouriel Roubini

Nouriel Roubini est président de Roubini Global Economics et professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York. Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate, 2015. Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate, 2015

Où l'aveuglement confine à la sottise !

19 février 2015 *blog de Paul Jorion* | par Jean-Pierre Pagé

Trop, c'est trop ! Pourtant, les avertissements n'ont pas manqué. Trois articles l'ont martelé : l'aveuglement – pour ne pas dire l'entêtement – des responsables de la Zone euro face à la crise grecque est suicidaire. Le premier texte, dû au Prix Nobel, Joseph Stiglitz, publié dans les Echos du 12 février 2015, sous l'intitulé « La morale de l'Histoire grecque », démontre que « ce n'est pas la restructuration de la dette, mais son absence qui est immorale » et son auteur n'hésite pas à écrire que « l'on a moins besoin d'une réforme structurelle de la Grèce que d'une réforme de la Zone euro ». Dans un article publié le même jour, Martin Wolf, dans Le Monde, en plaidant pour que les discussions en cours se focalisent sur un deal portant sur « des réformes profondes et radicales en échange du desserrement des liens de la dette » titrait : « Il faut négocier calmement avec la Grèce ». Auparavant, dans Les Echos du 11 février, l'excellente analyse de la rédaction sous la plume de Catherine Chatignoux, s'était attachée à mettre en exergue « l'entêtement coupable du FMI face à la crise grecque », malgré les propos de personnalités de sa direction mettant en garde contre une trop grande sévérité à l'égard de

pays que chacun savait insolvable.

Il était évident que l'arrivée de Alexis Tsipras et de son talentueux ministre des finances, Yanis Varoufakis, allait prendre de front la Commission européenne et, surtout, le bras séculier de la Zone euro, l'Eurogroupe, avec son chef, le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem et son maître à penser Wolfgang Schäuble. Cela n'a pas manqué. Pourtant les deux personnalités grecques ont fait preuve de souplesse. Elles ont demandé du temps pour faire les « vraies » réformes nécessaires. Mais elles ont refusé la prolongation telle quelle du « programme d'aide financière à la Grèce » managé par la « Troïka » avec les conditions qui l'assortissaient. Ils savaient bien qu'en faisant cette concession, ils auraient renvoyé dangereusement à plus tard l'indispensable remise en question d'un processus dont ils dénonçaient le caractère néfaste et insupportable. En effet, il a été suffisamment démontré que, non seulement celui-ci n'a pas permis au pays de rembourser une dette dont le poids ne cesse de s'alourdir, mais, en l'obligeant à consacrer à ces remboursements l'essentiel des excédents budgétaires qu'il parvient péniblement à dégager en puisant dans ses forces vives, il ne fait que l'affaiblir. C'est pourquoi les nouveaux responsables de la Grèce proposent de desserrer l'étau tout en s'attaquant réellement aux problèmes structurels (corruption, fraude...) du pays que leurs prédécesseurs ne sont pas parvenus à traiter parce que, ce faisant, ils auraient contrevenu à trop d'intérêts acquis des catégories les plus riches et puissantes de la population.

Pourtant, ce raisonnement, qui semble frappé au sceau du bon sens, n'a pas permis de convaincre les deux ténors de l'Eurogroupe qui n'hésitent pas, ce faisant, à mettre en danger avec l'euro, la raison d'être de leur groupe et, au-delà, la « construction européenne » tout entière.

Il arrive un moment où l'aveuglement confine à la sottise et où le refus de remettre en question des règles et des engagements, pris en commun, mais dont la nocivité est évidente, peut conduire à la destruction de ce qu'ils étaient censés garantir. Il faut le dire.

DERNIER VIRAGE

19 février 2015 par François Leclerc

L'Euro Working Group, cette instance de hauts fonctionnaires qui prépare les réunions de l'Eurogroupe, examinera aujourd'hui le courrier adressé par le

gouvernement grec à Jeroen Dijsselbloem. D'après le quotidien Kathimerini, il reprendrait les termes de la demande d'extension de décembre dernier d'Antonis Samaras, qui n'avait pas posé de problème à l'époque, ce qui représenterait un concession sur le plan formel.

Il apporterait également des précisions sur la position du gouvernement grec par rapport aux privatisations et à l'excédent brut primaire à dégager, ainsi que sur ses recettes et son financement 2015. Mais il ne résorberait pas le fossé avec la position défendue par le gouvernement allemand et endossée par l'Eurogroupe lors de sa dernière réunion.

Côté allemand, la seule concession notable – et pas nouvelle – serait d'accepter de renommer la Troïka, qui continuerait de maintenir le gouvernement sous tutelle. Les mesures refusées par Antonis Samaras, le premier ministre de Nouvelle Démocratie, devraient par contre être appliquées. Wolfgang Schäuble reprend l'histoire là où elle s'était arrêtée, comme si rien ne s'était passé et en fait une question de confiance. Mais les mesures dont il exige l'application n'avaient pas fait l'objet d'un accord ! Les engagements du gouvernement grec seraient tout autres et consisteraient à rembourser les prêts ainsi qu'à ne pas prendre des mesures dont les implications financières déstabiliseraient son budget, afin de retrouver sa liberté avec comme contrainte forte de financer par ses propres moyens ses réformes, ne demandant que les moyens financiers de faire face à ses échéances de remboursement immédiates.

Les déclarations renouvelées et se voulant optimistes de Michel Sapin et de Pierre Moscovici vont trouver matière pour s'illustrer. Car même Jean Quatremer, le correspondant à Bruxelles de Libération – qui fait étonnement porter sur le comportement de Yanis Varoufakis la responsabilité de l'échec des négociations – reconnaît que c'est Wolfgang Schäuble qui a modifié au dernier moment le texte que Pierre Moscovici avait présenté au ministre grec et qu'il a déclaré être prêt à signer. Le ministre allemand a bien eu le dernier mot par rapport à ses collègues, vont-ils cette fois-ci se comporter autrement ?

Entretemps, la BCE a maintenu les facilités accordées aux banques grecques et augmenté leur plafond, et le Parlement européen a élu Président de la République le candidat soutenu par Syriza, Prokopis Pavlopoulos, un choix qui s'inscrit dans la tradition en cette matière.

On voit mal comment le fossé pourrait être comblé, sauf si ceux qui le prétendent possible montent en première ligne.

QUAND ON VEUT, ON PEUT !

19 février 2015 *par* François Leclerc

Je n'ose écrire que les événements se précipitent, et pourtant ! Selon la Commission, la demande grecque « ouvre la voie à un compromis raisonnable ». Une réunion de l'Eurogroupe a été confirmée pour demain, qui était auparavant en suspens, et la BCE est sortie de sa réserve pour – en y mettant les formes – inviter le gouvernement grec à instaurer un contrôle des capitaux. Le gouvernement grec a de son côté promis de préserver l'équilibre budgétaire, se donnant lui-même une contrainte forte, car lui imposant de trouver les moyens de financer ses réformes, mais en lui laissant la conduite des opérations.

LES MARCHANDS DE COMPROMIS

19 février 2015 *par* François Leclerc

À Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, qui a estimé qu'elle « ouvrait la voie à une solution raisonnable », Martin Jäger, le porte-parole de Wolfgang Schäuble, a répondu que la demande du gouvernement grec n'apportait pas « de solution substantielle ». Décryptage : le gouvernement grec devrait s'engager plus avant et accepter certaines mesures non précisées mais en suspens s'il veut un accord. Sinon, que serait une « solution substantielle », à moins de vouloir signifier l'intégralité de ce qui avait été précédemment réclamé, la conception du compromis du gouvernement allemand étant qu'il ne veut rien lâcher ? Un accord pourrait reposer sur un cocktail de mesures imposé pour ne pas perdre la face, mais il reste à trouver. On ne travaille pas pour la gloire, à Bruxelles.

Le ministère des Finances grec: les caisses de l'Etat seront vides mardi prochain

par Audrey Duperron · 18 févr. 2015 Express.be



Mardi prochain, la Grèce sera à court d'argent, écrit le journal en ligne grec eKathimerini en se basant sur les calculs du ministère des Finances. Les officiels du ministère des Finances estiment qu'ils pourront puiser dans certaines ressources si le pays parvient à trouver un accord avec ses créanciers pour obtenir une prolongation du programme actuel du plan de sauvetage jusqu'à la fin du mois de février. Mais si aucun accord n'est conclu avec les autres pays de la zone euro, le mois de mars pourrait marquer le début de grandes difficultés.

Selon les chiffres publiés par la Banque de Grèce, les réserves de trésorerie nette du pays accusaient déjà un déficit de 217 millions d'euros en janvier, alors qu'elles avaient été excédentaires de 603 millions d'euros en janvier 2014. Ce déficit s'explique par la baisse des recettes de l'Etat. Le fisc grec n'a perçu que 3,1 milliards d'euros, au lieu des 4,4 milliards d'euros qui avaient été budgétés. Et les dépenses publiques n'ont pas baissé aussi rapidement : elles se sont montées à 3,2 milliards d'euros, comparativement à 3,6 milliards d'euros l'année dernière.

C'est donc sur la base de ces chiffres que le ministère des Finances prédit que les caisses de l'Etat seront vides dès mardi prochain. Sauf changement majeur, le pays ne sera donc guère en position de faire face à ses obligations financières du mois de mars.

Le ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, a demandé à la Banque Centrale Européenne (BCE) d'augmenter la ligne de crédit existante de 15 milliards d'euros pour la porter à 23 milliards d'euros pour répondre à ce problème. Mais la BCE a refusé, estimant qu'il s'agissait d'un acte de financement direct, puisque cela correspond à financer les obligations d'un Etat, ce qu'elle n'a pas le droit de faire en vertu de son règlement.

Le gouvernement grec va maintenant solliciter une extension de six mois des prêts du pays. On ne sait pas encore si cette demande sera acceptée, ni les conditions qui y seront attachées. Une lettre officielle qui devrait arriver

mercredi ou jeudi à Bruxelles permettra sans doute d'en savoir plus.

« Et si la France sortait de l'euro... par France 5 ! »

Charles sannat 19 février 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

L'Italie est en proie à la crise. En effet, suite à la faillite de quatre grandes banques italiennes, la troisième économie de la zone euro est obligée d'annoncer sa sortie et son retour à la lire... Voilà pour le scénario de départ.

Phase panique, catastrophe, crash des marchés, tout y passe, tout est noir, tout est affreux.

Pourtant, il ne doit s'agir ni de rassurer ni de faire peur mais de faire face !

Et là réside toute la bêtise d'une classe politico-médiatique qui, croyant bien faire pour « sauver » l'euro, ne fait en réalité que l'enfoncer chaque jour un peu plus dans l'esprit de citoyens commençant à se sentir pour le moins excédés par l'absence de décisions, de changements, d'évolution et de prise en compte de leurs réalités quotidiennes.

Faire face aux problèmes posés par l'euro !

Je suis pour l'euro (dans l'absolu et dans mes rêves) mais je suis contre dans la réalité. Pas contre parce que l'idée n'est pas belle, l'idée est belle, mais une idée aussi belle soit-elle doit-être réaliste. L'euro pourrait être viable sans problème mais cela demande un cadre permettant cette viabilité. Sans un cadre permettant la viabilité de l'euro alors il est condamné, et sa mise en place suivie de sa destruction nous apportera bien plus de malheur que si nous n'avions rien fait ! C'est en leur temps ce que des hommes comme Seguin ou encore comme J.P Chevènement avait tenté d'expliquer lors du référendum de Maastricht.

Il y a aujourd'hui deux catégories de gens : les idéologues doctrinaires défendant l'euro à cor et à cri et les pragmatiques qui ne veulent ni la mort de l'euro ni sa survie mais qui constatent factuellement son échec et son impossibilité à poursuivre son existence sans régler ses problèmes de fabrication.

Je rappelle, pour tous ceux et celles qui ne l'auraient pas encore compris, que l'euro c'est une monnaie unique sur des économies hétérogènes. Il n'y a rien à voir entre les structures de l'économie de la Grèce, de la France, de l'Allemagne et du Portugal... Résultat ? L'euro est super pour l'Allemagne, mauvais pour la France, catastrophique pour la Grèce. L'Allemagne bat tous ses records d'excédents et nous, de déficits commerciaux... Mais ce n'est pas grave si nous mettons en place une union de transfert.

Qu'est-ce qu'une union de transfert ?

C'est ce qu'il y a en France entre les Parisiens (très riches) qui payent tout plein d'impôts qui servent à financer les écoles à construire dans le Gers... Ce n'est pas une critique ! Je suis très fier en tant que citoyen de participer à l'équilibre économique dans notre pays. En clair, dans une union de transfert, les sous des uns les plus riches sont transférés vers les autres les plus pauvres. Vous avez la même chose entre l'Italie du Nord assez riche et l'Italie du Sud plutôt pauvre ! L'État central répartit les ressources.

Alors l'équation finalement est assez simple : soit nous allons vers plus d'Europe et l'Allemagne accepte de payer pour les pays les plus pauvres dans le cadre de la mise en place d'une vaste union de transfert européenne et à ce moment-là alors on pourra considérer l'euro éventuellement comme techniquement viable (bien que les problèmes de conception de l'euro soient tout de même plus larges et bien plus vastes), soit l'Allemagne refuse de payer pour les autres, ce qui relève de sa propre liberté et alors l'euro rien que sur ce point est condamné à l'échec.

Pour le moment, l'Allemagne ne veut pas payer et ne voudra jamais payer mais personne ne veut le reconnaître car cela obligerait à tirer des conclusions à savoir que s'il n'y a pas plus d'Europe alors ce sera plus d'Europe du tout !

Après restent le choix et la volonté politique

Et la question qui vient immédiatement est « veut-on seulement encore plus d'Europe ? », tout en sachant que l'ensemble des peuples composant l'Europe refusent désormais d'aller vers plus d'Europe tant cette Europe qui nous a été construite est la négation des choix démocratiques et un outil indéniable au service des multinationales, du grand capital, de la grande

finance et aussi de l'idéologie ultralibérale au sens large. Dans cette Europe-là, aucun peuple n'y trouve son intérêt. Personne n'en veut. Pour imposer plus d'Europe, il n'y a donc pas d'autre choix que de dépasser la démocratie, expression pudique pour parler de l'instauration d'une dictature plus ou moins douce pour imposer en force une Europe détestée et rejetée... à juste titre par les peuples.

Nous en sommes donc là. Et croyez-moi, au bout du compte ne nous attendent que de mauvaises solutions et de mauvais choix.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Chine : baisse des prix de l'immobilier en janvier

Sans doute encore une nouvelle preuve monumentale de la croissance mondiale en train de nous déborder... Je pense qu'il faudrait vite augmenter les taux d'intérêt avant que cette croissance économique soit hors de contrôle (mode ironique évidemment !!).

Charles SANNAT



BEIJING, 17 février (Xinhua) – La tendance à la baisse du marché immobilier chinois s'est poursuivie en janvier, la plupart des villes étudiées ayant enregistré une baisse des prix des logements neufs en base mensuelle.

Parmi les 70 grandes et moyennes villes prises en compte dans une étude, 64 ont ainsi connu une baisse des prix des logements neufs en janvier par rapport à décembre, selon des données publiées mardi par le Bureau d'État des statistiques (BES).

Parallèlement, les prix des logements neufs sont restés inchangés à Shanghai, Nanjing, Nanchang et Guangzhou, alors que Shenzhen et Ganzhou ont respectivement connu une hausse de 0,3 % et 0,2 % sur cette période, a indiqué le BES.

Concernant les logements d'occasion, les prix ont reculé dans 61 villes, alors qu'ils ont rapporté une hausse dans six villes et qu'ils sont restés inchangés dans trois autres villes.

Les flux de capitaux de la Chine resteront irréguliers en 2015

Des flux irréguliers tout comme la croissance qui ne vaut pas mieux... sans doute irrégulière et au mieux !!

Charles SANNAT

BEIJING, 15 février (Xinhua) – Les flux de capitaux transfrontaliers de la Chine resteront irréguliers cette année, dans un contexte d'incertitudes, tant au plan national qu'à l'étranger, a déclaré dimanche le régulateur des changes.

Alors que la Chine tente progressivement d'axer davantage ses mécanismes de change sur le marché, la structure de « l'excédent commercial et de la sortie de capitaux » deviendra de plus en plus normale, a indiqué l'Administration nationale des changes (ANC) dans un rapport.

Parallèlement, l'assouplissement des politiques monétaires dans certaines grandes économies exercera une pression croissante sur les marchés émergents en matière de sorties de capitaux.

Le déficit du compte de capital de la Chine s'est nettement accru au dernier trimestre 2014 pour atteindre 91,2 milliards de dollars, contre 9 milliards au troisième trimestre. Cette hausse fait craindre une sortie massive de capitaux due au ralentissement de la croissance économique.

L'administration a réitéré que la sortie de capitaux restait « modérée et dans les limites » et que la liquidité sur le marché des changes était toujours « abondante ».

UE : un accord avec la Grèce n'est pas pour demain

Non seulement la crise entre la Grèce et l'Europe risque de se prolonger et de

mettre certains nerfs à rude épreuve, mais en plus je maintiens que l'on sous-estime cruellement en tout cas officiellement le risque de rapprochement et d'alignement de la Grèce sur la Russie et les blocages au sein des institutions européennes que pourrait entraîner une montée des tensions entre partenaires européens.

Tout cela pourrait conduire l'Europe à montrer son véritable visage, à savoir une Europe dictatoriale dirigée par des europathes.

Charles SANNAT

Malgré une série de compromis, une sortie possible d'Athènes de la zone euro est toujours redoutée dans l'UE.

Malgré le compromis conclu avec Athènes sur le niveau de la dette grecque et l'impossibilité de son annulation partielle, la mise au point d'un accord entre la Grèce et ses partenaires européens peine à aboutir, estime le ministre français des Finances Michel Sapin.

La Russie pourrait aider la Grèce endettée

« Il y a beaucoup de problèmes de mots. Il y a du «wording», mais l'outil juridique ne peut être autre chose que l'extension du programme. Ce que [le ministre grec des Finances Yanis] Varoufakis nous a dit, ce que j'ai compris, c'est : le principe même de l'extension du programme, c'est oui », a déclaré mardi M. Sapin avant une réunion avec ses homologues européens à Bruxelles.

La Grèce au tournant, la Grèce au tournis

La poursuite de la participation d'Athènes au programme d'assistance financière a renforcé l'espoir des partenaires européens de la Grèce qu'une solution serait finalement apportée au problème de la dette souveraine de ce pays. Pour le chancelier autrichien Werner Faymann, une sortie de la Grèce de la zone euro risque d'être imitée par d'autres pays en difficulté.

De son côté, le chef du gouvernement autrichien a notamment invité Athènes à demander à ses bailleurs de fonds un prolongement du programme de redressement.

« Je milite pour que l'Union européenne fasse un geste envers les Grecs. Mais il faut que les Grecs fassent cette demande », a indiqué M. Faymann.

Le chancelier a appelé la Grèce à ne pas même évoquer la possibilité d'un « grexit », soulignant que cette démarche comporterait des « risques de

contagion » pour d'autres pays.

[Lire la suite sur sputnik.fr ici](http://sputnik.fr/ici)

Chute record des prix à la production aux É.-U.

LaPresse.ca et AFP Publié le 18 février 2015



Les prix à la production ont accusé une chute record en janvier du fait de la baisse continue des prix de l'énergie, a indiqué mercredi le département du Travail.

L'indice des prix à la production a glissé de 0,8% par rapport à décembre en données corrigées des variations saisonnières, un recul record depuis la tenue de ces statistiques en novembre 2009, selon le ministère.

Les analystes tablaient dans leur prévision médiane sur un recul plus modeste de 0,4% après -0,2% en décembre (chiffre révisé en hausse).

Sur un an, l'évolution des prix à la production est plate alors qu'elle était encore en hausse de 1,1% sur douze mois en décembre. C'est aussi la première fois que les prix à la production ne progressent pas sur un an depuis que cette méthode de compilation a été adoptée.

Sans les secteurs volatils de l'énergie et de l'alimentation, les prix à la production sont légèrement dans le rouge en janvier reculant de 0,1%.

À -10,3% en janvier, la chute des prix des carburants constitue également un record depuis fin 2009.

Le fort recul des prix énergétiques affecte quasiment tous les autres secteurs. Les prix alimentaires à la production sont en baisse de 1,1%, le plus fort recul depuis avril 2013, ceux des services sont en retrait de -0,2% et ceux des

transports ont glissé de 0,8%.

Le ministère publie la semaine prochaine l'évolution des prix à la consommation (CPI). Sur un an en décembre, l'indice CPI se situait à seulement +0,8% tandis que l'indice PCE basé sur les dépenses de consommation et davantage observé par la Réserve fédérale, n'était que de 0,7%. Ces chiffres sont bien en dessous de l'objectif de 2% d'inflation de la banque centrale.

La Fed guette en effet une remontée de l'inflation pour commencer à rehausser les taux d'intérêt alors que le reste de l'économie, notamment le chômage et la croissance, se porte bien.

L'euthanasie du rentier et du retraité se poursuit...

Jean-Jacques Netter Institut des Libertés 19 février 2015

Devant l'optimisme des marchés, il est très mal vu de rester sceptique.

Les marchés sont sur leur petit nuage et les investisseurs qui ne veulent pas croire à la fameuse « rotation sectorielle » (= acheter des valeurs de moins en moins bonne qualité) sont des empêcheurs de danser en rond.

En Europe, le cap de la BCE est clair. Il consiste à racheter des montants considérables d'obligations dans le marché pour faire baisser les rendements afin que les investisseurs s'en détournent pour aller vers des actifs plus risqués comme des obligations d'entreprises...

Le meilleur exemple est fourni par **Apple** qui a emprunté cette semaine en Franc Suisse à 10 ans au taux de 0,281% et à 15 ans au taux de 0,74%. Le papier émis par la première société mondiale en terme de capitalisation (plus de 700 Md\$) rapporte plus que le papier émis par des états criblés de dettes !

Le problème c'est que les banques et surtout les assureurs-vie sont obligés par les réglementations financières de privilégier les « actifs sûrs » (= les obligations d'Etat qui ne rapportent plus rien, voire proposent des taux négatifs pénalisants). Il s'agit d'un excellent moyen pour faire exploser les compagnies d'assurance et rendre encore plus difficile les solutions pour traiter le problème des retraites des cadres et des salariés du secteur privé. Plus que jamais, les régulateurs ont mis en place une répression financière qui consiste à obliger les institutions qui gèrent nos retraites à acheter des obligations de mauvaise qualité ce qui provoque une véritable euthanasie du

rentier et remet en cause le paiement des retraites.

La Grèce est d'ailleurs en train de devenir le laboratoire de l'euthanasie du rentier européen. Ce qui se passe à Athènes concerne tous les contribuables et les épargnants européens. Grâce à Angela Merkel, l'Europe affiche une position claire en fermant la porte à toute idée d'annulation même partielle de la dette grecque. Il n'est pas encore sûr qu'elle puisse résister jusqu'au bout...

L'écart de croissance franco allemand est toujours là

En France, la croissance est toujours insuffisante pour faire baisser le chômage. Au quatrième trimestre + 0,1% pour la France contre 0,7% en Allemagne. L'investissement dans la construction est au plus bas depuis 1998, merci *Cécile Duflot ex ministre du logement*. Quand à l'investissement des entreprises privées, l'expression politiquement correcte consiste à dire qu' « il traduit de l'attentisme ».

Le déficit commercial s'améliore un peu, tant mieux, mais c'est essentiellement grâce à la douceur des températures et à la baisse du prix du pétrole. On ne constate en effet aucune amélioration sur le front de la compétitivité.

Aux Etats Unis les indices sont au plus haut, notamment l'indice Nasdaq représentant principalement les valeurs de croissance qui est au plus haut depuis 15 ans.

Microsoft et **Apple** s'endettent pour racheter leurs propres actions. La raison est connue. Les entreprises américaines, grâce à des montages fiscaux, ne payent pratiquement pas d'impôts sur leurs bénéfices réalisés en Europe. La contrepartie est qu'elles ne peuvent rapatrier les liquidités disponibles aux Etats Unis, car elles seraient alors soumises à l'impôt. S'il y a un sujet fiscal, qui devrait mobiliser tous les européens c'est bien celui là. Malheureusement, les sociétés qui pratiquent cet exercice ont les moyens de payer des armées de lobbyistes, de consultants et d'avocats pour défendre leurs positions.

Le Japon est sorti de la récession mais la reprise est toujours molle malgré les mesures très ambitieuses prises par *Shinzo Abe le premier ministre*. Les européens doivent regarder comme du lait sur le feu l'évolution de l'économie japonaise. Les mesures adoptées récemment par la BCE ressemblent beaucoup à celles qui ont été prises par la Banque du Japon il y a

quelques mois. Malgré les montants spectaculaires de liquidités qui ont été injectés la croissance n'est toujours pas revenue...

Les valeurs liées au gaz et au pétrole de schiste connaissent un véritable bain de sang aux Etats Unis et au Canada, car la baisse des cours fait passer les cash flow de ces entreprises dans le rouge, mais en plus il faut provisionner la valorisation des réserves sur la base de laquelle des emprunts ont été contractés auprès des banques. Bien évidemment toutes les maisons qui recommandaient chaudement ce type de valeurs ne publient plus beaucoup d'études. A suivre ...

Le secteur des banques a toujours été très difficile à suivre. De l'extérieur l'investisseur n'a aucun moyen de connaître ce qu'il y a dans le bilan des banques.

Le bon exemple est celui de la **Société Générale** qui a annoncé des profits en hausse de 35% en 2014 après avoir passé des provisions importantes sur ses activités au Brésil et en Russie. A priori c'est une bonne nouvelle, mais par ailleurs, elle propose un dividende de 20% inférieur aux attentes du marché et se retrouve avec un ratio de fonds propres en dessous de 10%. Cela ce sont de mauvaises nouvelles qui montrent que la banque est inquiète sur l'évolution de ses résultats pour les mois à venir...

Le secteur de la pharmacie est en plein bouleversement. Le meilleur exemple est celui du rachat d'**Allergan**, inventeur du fameux Botox , par **Actavis** qui va créer la dixième société pharmaceutique mondiale. Cette performance due à *Brent Saunders, président d'Actavis*, est remarquable. La stratégie repose sur une idée simple : l'idée qu'il faut pour une société pharmaceutique dépenser beaucoup d'argent en recherche et développement pour découvrir de nouvelles molécules est selon Brent Sauders une grave erreur. Il suffit de réaliser des acquisitions. Sa position constitue donc une raison de plus pour s'intéresser de près à toutes les sociétés actives dans la biotechnologie, la génomique, l'immuno-oncologie, la medtech, la médecine régénérative ...C'est précisément dans cet univers que les grands groupes de la pharmacie feront leurs acquisitions...

Les futurs Uber

Avant de s'envoler en bourse la société **Uber** qui concurrence dans le monde entier les services de taxi traditionnels avait réussi à lever 1,2 Md\$ sur la base

d'une valorisation de 40Md\$. Bien évidemment tout le monde des fonds de private equity travaille beaucoup pour identifier les sociétés qui pourraient connaître le même destin.

Voilà une liste de sociétés qui ont réussi récemment à lever de l'argent : **Instacart** (courses en ligne avec livraison à domicile de produits alimentaires frais /54,8M\$ levés), **Dogvacay** (promenade de chiens pris à domicile/47M\$ levés), **Handy** (bricolage à domicile / 42M\$ levés), **Urbansitter** (babysitting à domicile/23M\$levés), **Yourmechanic** (réparation mécanique de votre voiture à domicile/ 12M\$),**Zeel** (massage à domicile), **Washio** (personnel qui vient prendre à domicile votre linge sale et vos vêtements à porter à la teinturerie), **Bloomthat** (livraison de fleurs 90 minutes), **Pager** (obtenir un rendez vous chez le médecin en deux heures), **Glamsqad** (coiffeur et maquilleur à domicile), **Eaze** (livraison de majirwana médicinale à domicile). A suivre...

Existe-t-il un pays qui sache ce que fait sa banque centrale ? (Chris Powell)

Publié le 15 février 2015 par Olivier Demeulenaere



« Le site internet allemand Goldreporter se demande si la Banque nationale suisse aurait pu acheter discrètement de l'or au cours des semaines qui ont précédé la répudiation de la parité du franc suisse avec l'euro, et explique que la décision de la banque centrale suisse pourrait faire flamber le prix de l'or :

<http://www.goldreporter.de/will-the-swiss-nat...gold-now/gol...>

L'analyste de marché de chez Bullion Star et consultant du GATA, Koos Jansen, a récemment abordé les spéculations selon lesquelles la Banque nationale suisse aurait adopté une position à découvert sur l'or suite à la mise

en place de la parité du franc suisse avec l'euro le 6 septembre 2011, et aurait abandonné cette parité la semaine dernière pour couvrir ses positions sur l'or :

<https://www.bullionstar.com/blog/koos-jans...ve-a-theory-...>

Quelqu'un a bel et bien adopté une position à découvert le 6 septembre 2011, quelques minutes seulement avant que la Banque nationale suisse n'annonce son cours plancher. Le directeur d'Hinde Capital, Ben Davies, soulevait ce jour-là ce qui a semblé être une action coordonnée des banques centrales pour empêcher l'or de prendre la succession du franc suisse en tant que devise de réserve :

<http://gata.org/node/10393>

Quoi qu'il en soit, l'abolition par la Banque nationale suisse de ce qu'elle a autrefois qualifié de décision irrévocable devrait soulever certaines questions quant aux pratiques des banques centrales.

Après tout, le peuple suisse s'est-il rendu compte qu'une agence non-élue est capable de prendre des décisions qui ont un impact plus grand encore sur sa vie quotidienne que n'importe quelle décision prise par une agence élue ?

Ces actions ont bien entendu inclus la dilapidation du patrimoine national (les réserves d'or du pays), la dévaluation de la devise nationale pendant trois ans, la réévaluation à la hausse de la devise nationale – qui a gagné 30% en une seule nuit – et la destruction des industries d'exportation du pays. Bien entendu, personne ne s'est entretenu avec le peuple suisse ou ses représentants élus avant que ces décisions soient prises. Toutes ces décisions ont été concoctées dans le plus grand secret et adoptées sous des airs de fait accompli, faisant de la démocratie une imposture.

Comme le GATA l'a parfois souligné, le système bancaire centralisé des temps modernes est un système au travers duquel l'évaluation du capital, du travail, des biens et des services est retirée d'entre les mains des marchés et des processus démocratiques et placée dans celles d'une élite non-élue. La suppression du prix de l'or pour soutenir les devises n'en est qu'une facette.

Existe-t-il un pays démocratique qui sache exactement quelles interventions sont entreprises par sa propre banque centrale ? Les médias financiers grand public ne s'y intéressent absolument pas.

Voilà qui décrit parfaitement un système totalitaire, si ce n'est que les banques centrales n'ont pas encore commencé à tirer directement sur les protestataires – quoique personne n'ait encore protesté. Quelqu'un devrait les mettre à l'épreuve ».

Chris Powell, le 15 février 2015 (via 24hgold.com)

[La morale de l'histoire grecque](#)

Joseph Stiglitz / Chroniqueur - prix Nobel d'économie 2001, est professeur à l'université Columbia (New York) | Le 12/02

Les pays avancés ont supprimé les peines de prison pour dette au XIX e siècle. Faisons de même pour les pays. L'avenir du capitalisme, c'est de permettre à ceux qui ont échoué de prendre un nouveau départ.

de Joseph E. Stiglitz

Quand la crise de l'euro a commencé, il y a environ cinq ans, les économistes keynésiens avaient prévu que l'austérité imposée à la Grèce et aux autres pays en crise allait échouer. La croissance serait étouffée, le chômage accru et le rapport dette/ PIB n'en serait pas amélioré.

La Grèce a largement réussi à suivre le précepte imposé par la « troïka » (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international) : elle a converti un déficit primaire en un excédent primaire. Mais la contraction des dépenses publiques a été aussi dévastatrice que prévisible : 25 % de chômage, une baisse de 22 % du PIB depuis 2009 et une augmentation de 35 % du rapport dette/PIB. Et maintenant, avec l'écrasante victoire aux élections du parti anti-austérité Syriza, les électeurs grecs ont déclaré qu'ils en avaient assez.

Que faut-il donc faire ? Tout d'abord, soyons clairs : nous pourrions adresser des reproches à la Grèce pour ses problèmes si elle était le seul pays où le remède de la troïka avait lamentablement échoué. Mais l'Espagne avait un excédent et un faible taux d'endettement avant la crise, et elle aussi connaît la dépression. Ce qui est nécessaire n'est pas tant une réforme structurelle en Grèce et en Espagne qu'une réforme structurelle de la conception de la zone euro.

La Grèce nous a également rappelé une fois de plus à quel point le monde a besoin d'un cadre de restructuration de la dette. Une dette excessive a causé non seulement la crise de 2008, mais aussi la crise en Extrême-Orient dans

les années 1990 et la crise latino-américaine dans les années 1980. Elle continue de causer des souffrances indicibles aux Etats-Unis, où des millions de propriétaires ont perdu leur maison. Et elle menace à présent des millions d'autres personnes en Pologne et ailleurs, qui ont contracté des prêts en francs suisses.

On peut certes se demander pourquoi les individus et les pays se sont à plusieurs reprises mis dans une telle situation. Après tout, ces dettes sont des contrats (autrement dit, des accords volontaires), donc les créanciers en sont tout aussi responsables que leurs débiteurs. En fait, les créanciers en sont sans doute davantage responsables : en général, ils sont des institutions financières sophistiquées, alors que les emprunteurs sont souvent beaucoup moins sensibles aux aléas du marché et aux risques associés à différents arrangements contractuels.

Chaque pays (avancé) a réalisé qu'il fallait donner un nouveau départ aux individus pour faire fonctionner le capitalisme. Les peines de prison pour dette au XIX^e siècle ont été un échec : elles étaient inhumaines et n'aidaient pas exactement à assurer le remboursement. Une aide véritable a consisté à fournir de meilleures incitations pour de bons prêts, en rendant les créanciers plus responsables des conséquences de leurs décisions.

S'il existe un risque moral, il se trouve du côté des prêteurs (en particulier dans le secteur privé), qui ont été renfloués à plusieurs reprises. Si l'Europe a permis à ces dettes de se déplacer du secteur privé vers le secteur public (un schéma bien établi au cours du dernier demi-siècle), c'est l'Europe et non la Grèce qui doit en supporter les conséquences. En effet, le sort actuel de la Grèce, y compris l'accumulation du taux d'endettement, est en grande partie la faute des mauvais programmes que la troïka lui a infligés.

Ce n'est donc pas la restructuration de la dette, mais son absence, qui est « immorale ». Il n'y a rien de particulièrement spécial dans les dilemmes auxquels la Grèce est confrontée aujourd'hui : de nombreux pays se sont trouvés dans la même position. Ce qui rend les problèmes de la Grèce plus difficiles à traiter, c'est la structure de la zone euro : l'Union monétaire implique que les Etats membres ne peuvent pas dévaluer pour se sortir d'embarras, mais le minimum de solidarité européenne qui doit accompagner cette perte de souplesse politique n'est tout simplement pas au rendez-vous.

Il y a soixante-dix ans, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés ont reconnu que l'Allemagne avait besoin de prendre un nouveau départ. Ils ont compris que la montée d'Hitler avait beaucoup à voir avec le chômage (pas avec l'inflation) qui a découlé du fait d'avoir imposé plus de dettes à l'Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale. Les Alliés n'ont pas tenu compte de la folie avec laquelle les dettes avaient été accumulées. Ils n'ont pas parlé non plus des coûts que l'Allemagne avait imposés aux autres. Au lieu de cela, ils ont non seulement pardonné les dettes, mais ils ont surtout apporté de l'aide et les troupes alliées stationnées en Allemagne ont fourni une nouvelle relance budgétaire.

Lorsque les entreprises font faillite, une conversion des dettes en actifs est une solution équitable et efficace. L'approche analogue pour la Grèce consiste à convertir ses obligations actuelles en obligations indexées sur le PIB. Si la Grèce fait de bons résultats, ses créanciers recevront plus d'argent. Dans le cas inverse, ils en recevront moins. Les deux parties prenantes auraient alors une puissante incitation à poursuivre des politiques favorables à la croissance.

Grèce : Berlin dit « non » à la demande d'Athènes

Le 19/02 à 10:37, mis à jour à 15:44 LesEchos.fr



Sans aide financière, la Grèce pourrait rapidement se retrouver à court d'argent

La Grèce a demandé officiellement une extension de six mois de l'accord du prêt européen en cours. L'Eurogroupe doit se réunir vendredi afin de prendre une décision sur cette requête.

La Grèce a officiellement transmis jeudi à Bruxelles sa demande d'extension de six mois de l'accord du prêt européen en cours, destinée à assurer le financement à court terme du pays avant de bâtir un programme complet de

réformes, a-t-on indiqué de source gouvernementale.

Dans ce document, le gouvernement grec a proposé à Bruxelles une prolongation de six mois de "l'accord de prêt" européen qui n'inclut pas la prorogation du "mémoire" en cours, synonyme d'austérité, mais s'engage durant cette période à "l'équilibre budgétaire", a indiqué une source gouvernementale. Dans le même temps, la proposition d'Athènes garantit à ses partenaires européens "des réformes immédiates contre l'évasion fiscale et la corruption", et parallèlement des mesures "pour affronter la crise humanitaire et relancer l'économie".

Cet accord a pour but de donner du temps au gouvernement pour présenter à la zone euro un "nouveau contrat pour la reprise et la croissance" sur la période 2015-2019, qui inclura un plan de "réduction de la dette, comme le prévoyait la décision de 2012" des ministres des Finances européens, poursuit cette source.

L'Allemagne reste ferme

Mais l'Allemagne continue de se poser en gardienne de l'orthodoxie. Elle a en effet estimé que la demande déposée par la Grèce d'extension de l'aide de ses partenaires européens ne représentait "pas une solution substantielle" et "ne répondait pas aux critères" fixés par la zone euro.

Dès mercredi, Berlin avait jugé qu'aides et réformes étaient "indissociables", et insisté sur cinq conditions que devrait remplir la demande grecque pour satisfaire la zone euro. Parmi elles figurent l'engagement à ne pas détricoter les réformes déjà engagées, à ne pas mettre sur les rails de nouvelles qui pèseraient sur les finances publiques grecques, ou encore un engagement d'Athènes à rembourser tous ses créanciers.

Un signal "positif" pour Bruxelles

Les pays de la zone euro se sont entendus sur ces conditions lundi à Bruxelles. La Commission européenne, à la manoeuvre pour tenter d'aboutir enfin à un accord, a estimé en revanche que la lettre était un signal "positif" et "ouvre la voie à un compromis". Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, "a eu des contacts nombreux toute cette nuit et il a vu des signaux positifs ce matin dans la lettre, qui ouvre la voie à un compromis raisonnable dans l'intérêt de la stabilité", a indiqué lors d'un point de presse

son porte-parole Margaritis Schinas. L'accord cadre d'assistance financière (MFAFA, acronyme en anglais) est "le terme utilisé pour décrire le programme dans sa forme existante", a poursuivi M. Schinas, sans donner plus de détail. La question est de savoir si le terme utilisé porte uniquement sur l'accord de prêt conclu entre Athènes et ses créanciers ou s'il inclut tout ou partie du "memorandum" qui lui est associé, et prescrit au pays de rigoureuses mesures d'austérité.

Divergence de fond

Après le blocage des négociations au niveau des ministres, des contacts ont eu lieu au plus haut niveau entre le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre grec Alexis Tsipras. Derrière le débat sémantique sur l'extension du "prêt" ou du "programme", se cache une vraie divergence de fond. La Grèce veut demander une extension de son financement, assorti de certaines conditions, alors que ses partenaires insistent sur la nécessité de se baser sur le programme actuel, à partir duquel pourraient être trouvés des "flexibilités".

La lettre reçue jeudi matin par le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, sera discutée jeudi après-midi lors d'une réunion préparatoire de la zone euro, avant un nouvel Eurogroupe exceptionnel vendredi à Bruxelles. Un accord des 19 est nécessaire pour prolonger de six mois l'aide financière dont bénéficie la Grèce depuis 2012. Le programme d'aide arrive en théorie à son terme le 28 février.

Bouée de sauvetage

La demande grecque vise à garantir une bouée de sauvetage financière à la Grèce pour une période provisoire, le temps de conclure un nouvel accord sur sa dette, sans mettre en oeuvre les politiques d'austérité exigées en retour par les créanciers réunis au sein de la « troïka » (Commission européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne).

Le 25 janvier dernier, les Grecs ont porté au pouvoir le parti Syriza, qui a promis de tourner la page du programme d'aide de 240 milliards d'euros, de revenir sur les mesures d'austérité et de libéralisation de l'économie mises en oeuvre dans ce cadre et de cesser toute coopération avec la « troïka ».

Sortie de l'euro ?

Sans aide financière, la Grèce pourrait rapidement se retrouver à court d'argent car elle va être confrontée dès mars à des échéances de remboursement de créances du FMI. Dans l'absolu, une telle situation pourrait la contraindre à sortir de la zone euro. L'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing suggère d'ailleurs dans un entretien aux Echos une « sortie en douceur » de la Grèce de la zone euro, seul moyen selon lui de régler les problèmes économiques du pays. L'institut de conjoncture allemand Ifo plaide également pour ce scénario. Il a calculé le risque maximum encouru par chaque pays de la zone euro en cas de faillite de l'Etat grec et de retour à la drachme et en a conclu que le "Grexit" pourrait coûter jusqu'à 1.000 euros par Français.

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras a l'intention de soumettre au Parlement jeudi une série de lois sociales pour desserrer l'étau de la rigueur, au lendemain de l'élection d'un nouveau président, Prokopis Pavlopoulos. Ce conservateur au profil européen, choisi par un gouvernement de gauche radicale, avait pris ses distances avec les plans d'austérité imposés à son pays.

De son côté, la BCE est venue une nouvelle fois au secours de la Grèce en décidant mercredi de reconduire pour deux semaines le mécanisme de prêts d'urgence accordés aux banques, et de relever à 68,3 milliards d'euros leur plafond

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/monde/europe/0204170723979-la-grece-demande-officiellement-une-aide-prolongee-1094818.php?Se62WyqPp3Z0RTgs.99>

Pétrole: chute de 4% à New York, les réserves à un record aux États-Unis

LesAffaires.com et AFP Publié le 19 février à 07:12

Les prix du pétrole sont repartis en nette baisse jeudi, après la publication des données qui montrent que les réserves américaines ont augmenté à un niveau record.

Vers 7h, le prix du baril de pétrole Brent, la référence au Québec, perd 2,5% à 58,95\$US. Sa contrepartie américaine, le WTI, cède pour sa part 4% à 50,04\$US le baril. Il a perdu jusqu'à 4,6% un peu plus tôt.

Les réserves de pétrole brut pour la semaine achevée le 13 septembre ont

bondi de 14,3 millions de barils par rapport à la semaine précédente, selon les données du groupe de négociants American Petroleum Institute, qui ont été rapportées par plusieurs médias américains.

Les analystes sondés par Bloomberg tablent plutôt sur une augmentation des stocks de 3 millions de barils à 420,9 millions de barils.

Or, il faudra attendre la publication des données de l'Energy Information Administration pour avoir confirmation que les réserves de pétrole au sud de la frontière ont bondi au niveau le plus élevé depuis que l'organisme a commencé à compiler ces informations, en août 1982.

La plus forte production de pétrole en trois décennies aux États-Unis a contribué à entraîner une offre trop abondante, ce qui s'est traduit par un plongeon de près de 50% des prix de l'or noir en 2014.

En réaction, de nombreux producteurs mondiaux, dont canadiens, réduisent leur production ou leurs budgets d'exploration.

[Obama, le président-zombie](#)

[DeDefensa.org 11/02/2015 - Bloc-Notes](#)

Nous avons déjà suffisamment parlé de Robert Parry (voir notamment le [22 juillet 2015](#)) pour qu'on ne s'attarde pas ici à mentionner le sérieux de son travail et la base très solide de sources confirmées à laquelle il l'alimente. Un texte qu'il a publié le [7 février 2015](#) (sur *Consortium.News*) et qui est repris le [10 février 2015](#) sur *Russia Insider*, vaut quelques instants de réflexion et de commentaire, avec un élargissement de la réflexion vers la situation de la crise ukrainienne et des relations avec la Russie. Nous en citons la partie qui nous intéresse particulièrement, qui concerne effectivement le comportement du président Obama dans la crise ukrainienne et des relations avec la Russie.

Il est assuré, selon le style très particulier qu'il emploie dans cette circonstance, que Parry a reçu nombre d'informations directes sur l'attitude du président Obama. Il nous paraît assuré que ces informations viennent de l'*Intelligence Community* (IC) et notamment de groupes tels que le VIPS, particulièrement influent et informé sur les conditions actuelles de la situation du pouvoir à Washington. (Le [10 mai 2014](#), nous écrivions : «[...]Le] *Veteran Intelligence Professionals for Sanity [VIPS]*, regroupant un certain nombre

d'anciens officiers de divers services de renseignement, [...] une association qui réclame l'intégrité et l'indépendance, hors de toute pression politique, du travail d'analyse des services de renseignement US. Le VIPS est honorablement connu aux USA et représente sans aucun doute une force d'influence d'excellente valeur qualitative, mais malheureusement sans le poids quantitatif de la pression des groupes-Système habituels.»).

Il s'est confirmé ces derniers mois que le VIPS, et des groupes associés, ont des accès directs vers de nombreuses sources de sécurité nationale directement connectées à l'administration et à la Maison-Blanche, et que leurs informations sont de la meilleure qualité et de la plus grande exactitude possibles. C'est en ayant tout cela à l'esprit qu'on lira ce que Parry dit du président Obama, dans le cadre de cette crise monumentale qui a sa cause opérationnelle initiale en Ukraine mais sa substance réelle et décisive dans les relations avec la Russie, et qui secoue toutes les relations internationales et le Système lui-même.

«Though I'm told that President Barack Obama personally recognizes how foolhardy this attitude is, he has made no significant move to head off the craziness and, indeed, has tolerated provocative actions by his underlings, such as neocon Assistant Secretary of State Victoria Nuland's scheming with coup plotters to overthrow Ukraine's elected President Viktor Yanukovich last February. Obama also has withheld from the American people intelligence information that undercuts some of the more extreme claims that his administration has made. For instance, I'm told that he has detailed intelligence reporting on both the mysterious sniper attack that preceded the putsch nearly a year ago and the shoot-down of the Malaysia Airlines Flights 17 that deepened the crisis last summer. But he won't release the findings.

»More broadly over the last year, Obama's behavior – ranging from his initial neglect of the Ukraine issue, as Nuland's coup plotting unfolded, to his own participation in the tough talk, such as boasting during his State of the Union address that he had helped put the Russian economy “in tatters” – ranks as one of the most irresponsible performances by a U.S. president. Given the potential stakes of nuclear war, none of the post-World War II presidents behaved as recklessly as Obama has, which now includes allowing his administration officials to talk loosely about sending military support to an unstable regime in Kiev that includes neo-Nazis who have undertaken

death-squad operations against ethnic Russians in eastern Ukraine. [...]

»I'm told that the Russians fear that U.S. officials are contemplating placing Cruise missiles in Ukraine or otherwise introducing advanced weaponry that Moscow regards as a direct threat to its national security. Whether or not the Russians are being alarmist, these fears are affecting their own decision-making.

»None of the nuclear-age presidents – not Harry Truman, Dwight Eisenhower, John F. Kennedy, Lyndon Johnson, Richard Nixon, Gerald Ford, Jimmy Carter, Ronald Reagan, George H.W. Bush, Bill Clinton or even George W. Bush – would have engaged in such provocative actions on Russia's borders, though some surely behaved aggressively in overthrowing governments and starting wars farther away. Even Ronald Reagan, an aggressive Cold Warrior, kept his challenges to the Soviet Union in areas that were far less sensitive to its national security than Ukraine. He may have supported the slaughter of leftists in Central America and Africa or armed Islamic fundamentalists fighting a Soviet-backed government in Afghanistan, but he recognized the insanity of a military showdown with Moscow in Eastern Europe.

»After the Soviet Union's collapse in 1991, U.S. presidents became more assertive, pushing NATO into the former Warsaw Pact nations and, under President Clinton, bombing a Russian ally in Serbia, but that came at a time when Russia was essentially flat on its back geopolitically. Perhaps the triumphalism of that period is still alive especially among neocons who reject President Vladimir Putin's reassertion of Russia's national pride. These Washington hardliners still feel that they can treat Moscow with disdain, ignoring the fact that Russia maintains a formidable nuclear arsenal and is not willing to return to the supine position of the 1990s.

»In 2008, President George W. Bush – arguably one of the most reckless presidents of the era – backed away from a confrontation with Russia when Georgian President Mikheil Saakashvili, a neocon favorite, drew the Russians into a border conflict over South Ossetia. Despite some war talk from the likes of Vice President Dick Cheney and Sen. John McCain, President Bush showed relative restraint.

»But Obama has failed to rein in his administration's war hawks and has done nothing to correct the biased narrative that his State Department has

fed to the equally irresponsible mainstream U.S. news media. Since the Ukraine crisis began in fall of 2013, the New York Times and other major U.S. news outlets have provided only one side of the story, openly supporting the interests of the pro-European western Ukrainians over the ethnic Russian eastern Ukrainians. The bias is so strong that the mainstream media has largely ignored the remarkable story of the Kiev regime willfully dispatching Nazi storm troopers to kill ethnic Russians in the east, something that hasn't happened in Europe since World War II...»

Dans le même texte déjà cité (le [10 mai 2014](#)), nous rappelions l'évolution des analyses de Parry selon les informations qu'il recueille et les observations qu'il en déduit, et ainsi quelle était sa position vis-à-vis d'Obama ... «*Parry fait vraiment un travail magnifique dans le sens de la mise à nu des impostures diverses et autres manœuvres du bloc BAO dans cette crise ukrainienne... Mais il a gardé une secrète tendresse pour Obama, qu'il a toujours considéré comme intrinsèquement hostile à la [politique-Système](#) héritée de GW Bush et directement inspirée par le Système. Il croit qu'Obama tente, désespérément, depuis des années, de parvenir à une politique d'entente avec Poutine. (On sait qu'il y a eu des indications précises dans ce sens [voir le [27 mars 2012](#)] mais on comprend également, considérant ce qui a suivi ou plutôt ce qui n'a pas suivi, qu'elles relèvent de l'anecdotique.) Dans son article du [8 mai 2014](#), Parry développe la thèse qu'il y a malgré tout une secrète entente entre Obama et Poutine, et que cette entente s'exprime notamment par la dernière initiative de Poutine, le "[gambit-Poutine](#)"... Ainsi Parry explique-t-il la partie que se jouerait actuellement, après le "gambit-Poutine", avec Washington violemment opposé au président russe, y compris dans cette instance, et Obama secrètement sollicité, et ouvert à cela, d'y répondre d'une façon ou l'autre...»*

Quelques mois plus tard (voir le [26 septembre 2014](#)), Parry revenait sur le sujet, cette fois d'une façon beaucoup plus défavorable pour Obama. Il faisait l'hypothèse, non encore substantivée par les indications précises qu'il a reçues depuis de sources dans lesquelles il a une totale confiance, et dont il sait le degré d'information directe. Il observait alors combien le comportement d'Obama s'était détérioré par rapport à celui qu'il avait au départ de ses mandats, – lorsque Parry affichait une réelle estime pour l'homme et une certaine confiance qu'il parviendrait, d'une façon ou l'autre, à se libérer de ses contraintes. Ainsi ajoutait-il à ses constats d'enquêteur une

remarque selon laquelle la fonction occupée, alliée au manque de caractère et à la psychologie affaiblie, conduisaient le président à se trouver de plus en plus sous l'empire d'un Système aux desseins catastrophiques de surpuissance sinon d'autodestruction. («*The longer President Obama has been in office the less honest he has become, a problem growing more apparent in his second term as he reads speeches containing information that he knows to be false or at least highly misleading. [...] **During President Barack Obama's first term, he generally was careful in making comments about world affairs – not that he was always completely honest but he was circumspect about outright lying. Over the past two years, however, he appears to have lost any such inhibitions.***»)

Cela étant rappelé, on peut alors mesurer le chemin que Parry a parcouru concernant son jugement d'Obama, et ce constat constitue pour nous une référence précieuse. Alors qu'il émettait l'hypothèse, dans la période rappelée, qu'Obama était "prisonnier" de ses conseillers, et donc dans la quasi-impossibilité de porter un jugement informé sur les événements d'Ukraine et sur le comportement de la Russie, ou bien qu'il devait savoir mais sans certitude absolue qu'il le soit, il tranche aujourd'hui d'une façon irrémédiable. Obama sait, il dispose d'informations qui lui permettent d'apprécier la vérité de la situation, il est même opposé à la politique suivie («*...I'm told that President Barack Obama personally recognizes how foolhardy this attitude is... [...] ...I'm told that he has detailed intelligence reporting on both the mysterious sniper attack that preceded the putsch nearly a year ago and the shoot-down of the Malaysia Airlines Flights 17 that deepened the crisis last summer*»); pourtant, il ne fait rien, il laisse faire, et il renforce même dans ses discours la *narrative* faussaire en lui donnant l'onction et la légitimité de sa fonction. La condamnation de Parry est alors sans appel et toute trace de penchant pour Obama a disparu, jusqu'au jugement qu'il est l'un des pires présidents que les USA aient eu : «*Obama's behavior... [...] ranks as one of the most irresponsible performances by a U.S. president.*»

Dans le contexte présent, le portrait que Parry nous fait d'Obama, de la part d'un homme bien informé mais absolument pas suspect de la moindre rancœur ou du moindre antagonisme personnel dans son jugement, est absolument effrayant. Pour des raisons qui ne peuvent qu'être futiles si l'on s'en tient aux données connues, – arrogance, crainte d'être perçu comme

“faible”, comme incompetent ou comme privé d’autorité sur son administration, – Obama laisse se développer sciemment une crise dont l’une des perspectives est la guerre nucléaire d’anéantissement. (Si les raisons ne sont pas “futiles” selon des données que nous ignorons impliquant des pressions et des contraintes sur lui, alors cet homme est totalement privé du sens du tragique qui, dans les circonstances présentes, devrait le pousser à prendre les plus grands risques pour sa position, voire pour sa sécurité, dans une perspective impliquant des situations l’extrême dangerosité, dont il connaîtrait ainsi les arcanes mieux que personne.) Non seulement Obama n’a pas été l’*“American Gorbatchev”* qu’il aurait dû être pour changer vraiment la situation de crise générale, mais il n’est même plus le Obama qu’on a connu dans ses premières années de présidence.

Si le verdict de Parry est juste, – et l’on voit que nombre d’éléments vont dans ce sens, – la crise Ukraine-Russie devrait prendre la pire orientation possible, à commencer par des livraisons d’armes US au régime de Kiev, avec les hypothèses comme celle qui est indiqué dans le texte du possible stationnement de missiles de croisière US en Ukraine restant bien entendu sous le contrôle US. Le cœur de la crise devient alors, comme on en a vu les premiers signes depuis une semaine, la situation au sein du bloc BAO, principalement avec les premiers signes de la formation, bon gré mal gré et du fait des circonstances, d’un important bloc de pays européens se séparant de plus en plus nettement des USA avec quelques alliés épars (le Royaume-Uni, quelques pays de l’ancienne Europe de l’Est, principalement la Pologne et les pays baltes).

Plus encore, il existe désormais une possibilité extrêmement pressante que cette crise puisse s’élargir à d’autres acteurs hors de la zone critique du fait de sa dimension globale avec l’existence de l’option extrême de la possibilité d’un conflit nucléaire, c’est-à-dire des pays asiatiques dont principalement la Chine, ainsi que d’autres puissances du type BRICS, ou de divers pays du Moyen-Orient. Désormais, tous les contacts et échanges des acteurs de la crise avec des puissances extérieures à cette crise impliquent des possibilités de coopération, d’arrangement ou d’implications dans cette crise. C’est ainsi le cas de la visite de Poutine en Égypte, où les discussions entre Poutine et Sisi, à côté des sujets bilatéraux évidents, ont notamment abordé cette question de la crise Ukraine-Russie, avec une solide information du premier vers le second, et la réalisation par le second de la dangerosité quasiment

globale de l'événement, impliquant des effets possibles sinon probables dans la région du Moyen-Orient. A cette occasion, les Égyptiens ont pu mesurer combien ils se trouvaient peu informés de la situation, notamment par leurs "amis" US qui n'informent guère leurs contacts hors ceux du champ le plus restreint possible de la crise.

Mis en ligne le 11 février 2015 à 14H02